

INDONÉSIE : FICHE PAYS – MARS 2025



Catégorie OCDE (2025) : 3/7

Notes agences (S&P / Moody's / Fitch) : BBB / Baa2 / BBB

Change : Roupie Indonésienne (IDR) / Régime de change flottant administré

Horizon de l'objectif de neutralité carbone : -32 % d'émissions carbone d'ici 2030

FORCES

- Marché domestique large et dynamique
- Résilience du secteur bancaire
- Amélioration du climat des affaires
- Potentiel pour tirer profit de la réorganisation des chaînes de valeur mondiales

FAIBLESSES

- Déficit d'infrastructures
- Dépendance aux matières premières
- Niveau de corruption jugé élevé
- Risque physique élevé
- Recul de la productivité

SYNTHÈSE :

Évolution des risques : stable

Environnement macroéconomique et financier :

- Vulnérabilité de la croissance : Malgré des craintes sur l'évolution de la demande extérieure en 2025, la croissance du PIB resterait élevée (+5,1 % selon le FMI), portée par la demande interne (consommation privée, projets d'infrastructures). A moyen terme, les perspectives d'activité sont positives mais dépendent de la capacité des autorités à accroître les dépenses publiques et à stimuler l'investissement. Une meilleure intégration dans les chaînes de valeur mondiales favoriserait une montée en gamme de son industrie (métaux, batteries et véhicules électriques).
- Vulnérabilité des comptes publics : L'élargissement de la base fiscale constituera la feuille de route du gouvernement, qui compte augmenter les dépenses sociales pour soutenir les revenus de la population. La dette publique (40 % du PIB) présente des fragilités (risque de change, détention élevée par des non-résidents), contenues à ce stade.
- Vulnérabilité extérieure : En 2025, les tensions protectionnistes à l'échelle mondiale ne permettront pas de redressement du déficit courant (-1,6 % du PIB en 2024). Le pays est dépendant des flux de capitaux volatils, constituant une source de pressions sur la roupie, qui se sont ravivées depuis fin 2024. La Banque centrale s'appuie notamment à ce stade sur ses réserves de change (6,6 mois d'importations) pour atténuer la dépréciation et les tensions sur la devise limitent sa capacité à baisser davantage les taux d'intérêt.
- Vulnérabilité du secteur bancaire : Le système bancaire affiche plusieurs paramètres attestant d'une certaine solidité mais enregistre des ratios de liquidité faibles.

Environnement politique et gouvernance :

- Stabilité socio-politique : Le nouveau Président Prabowo, élu en 2024, assurerait une certaine continuité avec la politique économique menée sous les mandats de l'ancien Président Jokowi. La corruption, la pauvreté et les inégalités représentent des défis de taille à court et moyen terme. Le pays a intégré les BRICS en 2025 ;
- Climat des affaires : Les autorités multiplient les réformes pour lever les nombreux obstacles pour les investisseurs étrangers.

Environnement et politique du climat :

- Vulnérabilité climatique : L'Indonésie est particulièrement vulnérable aux changements climatiques. La dépendance au charbon pourrait venir contrarier les engagements du pays pour réduire ses émissions de carbone.

STRUCTURE DES ÉCHANGES

Principaux partenaires commerciaux + France

Part moyenne des échanges de marchandises entre 2018 et 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
1 Chine	19,4%	1 Chine	27,1%
2 Etats-Unis	10,6%	2 Singapour	9,3%
3 Japon	9,0%	3 Japon	8,1%
4 Inde	7,0%	4 Malaisie	4,8%
31 France	0,5%	26 France	0,8%

Sources : Trademap

Principaux produits échangés

Part des échanges de marchandises en 2022 (% du total)

Exportations		Importations	
Combustibles	24,3%	Combustibles	18,9%
Huiles	12,1%	Machinerie méca.	13,3%
Fonte, fer, acier	9,5%	Machines électriques	11,1%
Machines électriques	4,9%	Fonte, fer, acier	5,9%
Véhicules	3,8%	Plastiques	4,7%

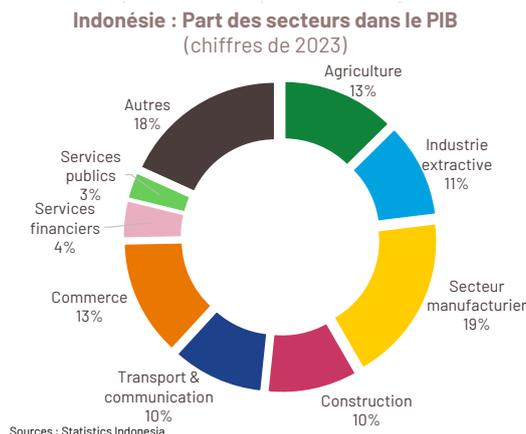
Sources : ITC



TABLEAUX DES PRINCIPAUX INDICATEURS

INDONESIE	2021	2022	2023	2024 (e)	2025 (p)	2026 (p)
STRUCTURE ECONOMIQUE						
PIB (Mds USD, courant)	1 187	1 319	1 371	1 403	1 493	1 615
<i>Rang PIB mondial</i>	16	16	16	16	16	16
Population (Mns)	273	276	279	282	284	287
<i>Rang Population mondiale</i>	4	4	4	4	5	6
PIB / habitant (USD)	4 351	4 784	4 920	4 981	5 248	5 623
Croissance PIB (%)*	3,7	5,3	5,0	5,0	5,1	5,1
Inflation (moyenne annuelle, %)	1,6	4,1	3,7	2,3	2,5	2,5
Part exportations manufacturées (% total exp.)*	44,9	42,7	44,7	NA	NA	NA
FINANCES PUBLIQUES						
Dettes publiques (% PIB)	41,1	40,1	39,6	40,5	40,7	40,6
Solde public (% PIB)**	-4,4	-2,2	-1,6	-2,8	-3,0	-3,0
Charge de la dette publique (% recettes budg.)	17,0	13,0	14,0	13,8	NA	NA
POSITION EXTERNE						
Solde courant (% du PIB)**	0,3%	1,0%	-0,1%	-1,0%	-1,6%	-1,8%
IDE (% du PIB)****	1,5%	1,4%	1,1%	NA	NA	NA
Réserves (en mois d'importation B&S)****	7,4	6,2	6,7	6,6	NA	NA
Dettes extérieures totales (% PIB)***	34,9%	30,0%	29,7%	30,5%	NA	NA
Dettes extérieures CT (% PIB)***	4,0%	3,6%	3,7%	3,6%	NA	NA
Taux de change***	14340	15810	15493	15844	NA	NA
SYSTEME BANCAIRE						
Fonds propres / actifs pondérés***	24,0	24,1	25,8	NA	NA	NA
Taux de NPL***	2,6	2,2	2,0	2,0	NA	NA
ROE***	9,0	12,4	14,4	NA	NA	NA
SOCIO-POLITIQUE						
Rang gouvernance Banque Mondiale (214 Pays)*	110	110	107	NA	NA	NA
Rang doing business (190 pays)*	NA	NA	NA	NA	NA	NA
CLIMAT						
Rang émissions de CO2 par hab. (160 pays) ^a	90	84	87	NA	NA	NA
Rang ND-Gain (181 pays) ^b	98	NA	NA	NA	NA	NA
Rang politique climat (64 pays) ^c	27	23	22	NA	NA	NA

Légendes : (e) estimations ; (p) prévisions. Sources : FMI (WEO 09/24), *Banque Mondiale, **BMI Fitch Rating Solutions, ***BI, ****CEIC, a : Eurostat, b : Notre Dame Global Adaptation Initiative (indicateur de vulnérabilité), c : Germanwatch

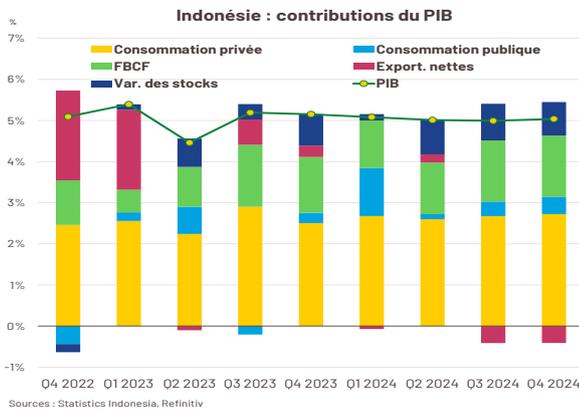




1. SITUATION ECONOMIQUE

• Croissance dynamique en 2024

La croissance du PIB a atteint +5 % en 2024, principalement tirée par la demande interne. Le commerce extérieur n'a quant à lui quasiment pas eu d'impact (-0,1 pt).



Dans un contexte de baisse de l'inflation (+2,3 % en m.a), de bonne tenue du marché du travail et de soutien du gouvernement¹, une consommation privée dynamique (+4,9 %) a profité aux activités de service (+8,2 % en moyenne pour les secteurs de la restauration, des transports et des TIC). Par ailleurs, l'investissement (+6,6 %) aura bénéficié de l'intensification des projets dans les infrastructures². Le secteur de transformation de métaux a également enregistré une croissance très soutenue (+13,5 %), en lien avec la stratégie de transformation de nickel (cf. infra).

• La demande interne porterait la croissance de l'activité en 2025

Un consensus se dégage autour d'une prévision de croissance du PIB proche de +5,1 % en 2025, où la consommation privée resterait le principal moteur de l'activité. La hausse de la TVA d'un point à 12 % ne concernera finalement que les biens et services de luxe et jouerait donc peu sur le pouvoir d'achat des ménages, qui bénéficiera par ailleurs d'un renforcement des transferts sociaux pour les populations à faibles revenus et d'une hausse des salaires dans la fonction publique.

L'arrêt du programme de subventions à l'électricité en mars 2025 sera probablement suivi d'une hausse des prix, sans pour autant mener à un dépassement de la cible d'inflation de la Banque centrale (BI) : [+1,5 % ;

¹ Hausse des salaires des fonctionnaires, transferts sociaux.

² Avec la construction de la nouvelle capitale Nusantara à Kalimantan. La croissance du secteur de la construction dans la région était de +8,2 % en 2024 contre +6,6 % en moyenne pour les autres secteurs.

³ En raison de tensions liées au financement des dépenses publiques (cf. Partie 2) et de la transmission des taux américains par ailleurs.

⁴ La BI s'appuie principalement sur la baisse des exigences en termes de réserves obligatoires depuis 2023.

⁵ En 2023 le déficit commercial américain vis-à-vis de l'Indonésie ne représentait que -18,3 Md USD, contre -109,1 Md avec le Viet Nam.

+3,5 %]. Dans un contexte d'inflation maîtrisée, la BI a déjà procédé à des baisses de taux d'intérêt (-50 pnb depuis août 2024). A ce stade, cela ne se concrétise pas par une réduction des taux pour les crédits à l'investissement, en raison de tensions sur les taux longs³. Par ailleurs, les pressions sur la roupie (cf. Partie 3) contraignent les marges de manœuvre de la BI, qui se montrera probablement prudente avant d'assouplir sensiblement les conditions de financement et / ou s'appuiera sur d'autres outils⁴ pour injecter des liquidités. Ce phénomène, combiné à des surcapacités de production dans le secteur manufacturier, plaide pour un plafonnement de la croissance de l'investissement privé en 2025, en dehors de secteurs qui bénéficieraient du soutien public (construction, logements, ferroviaire) ou d'un engouement des investisseurs étrangers (métaux, véhicules et batteries électriques).

En 2025, la principale interrogation concerne l'impact des hausses de droits de douane américain sur la demande extérieure. Si l'Indonésie pourrait être moins exposée que d'autres voisins asiatiques par les velléités protectionnistes américaines⁵, le relèvement des droits de douane de 25 % sur l'acier et l'aluminium en mars 2025 est néanmoins une menace⁶. C'est surtout l'ampleur du ralentissement chinois qui constitue une source de préoccupation, la Chine étant le premier partenaire commercial, captant 25 % des exportations indonésiennes en 2023. De plus, dans un tel contexte, la Chine pourrait déverser ses surcapacités de production dans d'autres pays et menacer la compétitivité prix des biens produits localement⁷.

• Un système bancaire résilient

Le secteur bancaire indonésien se caractérise par des ratios de solvabilité supérieurs aux exigences du Comité de Bâle, une rentabilité élevée et une réglementation bancaire efficace. Les ratios de liquidité demeurent toutefois relativement bas par rapport aux pays de l'ASEAN5. Le ratio de prêts non performants a diminué et demeure faible (2 %). Les secteurs de l'énergie, du commerce et des transports ont des ratios de couverture des intérêts bas, mais le niveau moyen se redresse⁸.

• Des faiblesses structurelles

Le poids du secteur informel (60 % de l'emploi, selon la Banque Mondiale) constitue un véritable frein, avec un niveau des salaires environ deux fois moins élevé que

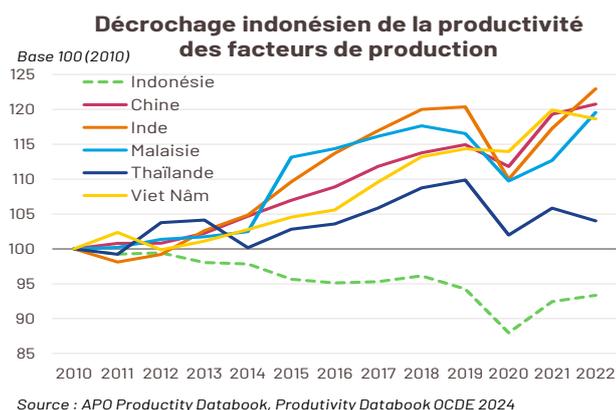
⁶ Les exportations d'acier indonésien (10,3 % des exportations totales) sont principalement à destination de la Chine (68 %) et du reste de l'Asie (25%) et pour l'aluminium (0,3 % du total des exports), les Etats-Unis représentent 25 % des débouchés à l'export.

⁷ Ce cas de figure est survenu en 2023 / 2024 pour le textile, forçant l'Indonésie à hausser ses droits de douane en juin 2024.

⁸ Selon le FMI, les entreprises avec un RCI inférieur à 1 représentaient 20 % de l'encours total de crédit fin 2022 contre 28 % en 2019.



dans le secteur formel selon l'OCDE. Le faible niveau de qualification des travailleurs pèse également sur la productivité à l'instar d'autres facteurs⁹. L'Indonésie présente donc un décrochage (cf. graphique), pouvant pénaliser sa compétitivité et sa croissance potentielle. Si le pays est récemment parvenu à augmenter les investissements directs étrangers (IDE), ces derniers restent faibles¹⁰. Le poids prédominant des entreprises publiques implique une distorsion de la concurrence et pèse encore sur l'attractivité du pays.



Les paramètres sociaux dégradés¹¹ révèlent qu'un élargissement des programmes de sécurité sociale, qui ne couvrent que 50 % de la population selon la Banque d'Asie de Développement, serait nécessaire.

- **Perspectives positives à moyen terme**

Le FMI table sur une croissance du PIB de +5,1 % par an en moyenne d'ici 2029. Les autorités locales souhaitent passer ce chiffre à +8 %. Pour y parvenir, l'investissement (29 % du PIB) devra significativement augmenter et sera amené à jouer un rôle accru. Dans ce cadre, la « Loi Omnibus sur les Créations d'Emploi » de 2023 conduit à lever des barrières à l'investissement et à libéraliser le marché du travail. L'Indonésie s'appuierait sur des financements de son nouveau fonds souverain (900 Mds d'actifs sous gestion).

A ce stade, la stratégie de restrictions des exportations de nickel brut depuis 2018 a obtenu des résultats positifs. L'Indonésie a ainsi développé son industrie de transformation de nickel, en attirant des IDE. Cela a permis une augmentation de la VA des exportations de nickel et de rediriger une partie de sa production pour

développer les « industries vertes » (batteries et véhicules électriques¹²). Ainsi, l'Indonésie se positionne dans la recomposition des chaînes de valeur mondiales (notamment avec la stratégie Chine+1¹³). L'Indonésie tente de répliquer ce modèle du nickel avec d'autres minerais (bauxite, cuivre, potentiellement le cobalt) et ainsi répondre à la demande mondiale de métaux critiques. Cependant cette stratégie ne rencontrerait pas le même succès, le poids de l'Indonésie pour ces minerais étant bien moindre que pour le nickel¹⁴.

La libération de marges budgétaires (cf. Partie 2) sera essentielle pour garantir une intensification de l'investissement public. Les autorités publiques cherchent par ailleurs à soutenir la production locale¹⁵.

2. FINANCES PUBLIQUES

L'Indonésie se caractérise par un niveau de recettes publiques extrêmement faible (14,1 % du PIB vs. 26,8 % en moyenne dans les économies émergentes), qui n'offre que peu de marges pour augmenter les dépenses en vue de répondre à des défis majeurs (cf. Partie 1). Une réforme fiscale est à l'œuvre et le gouvernement ambitionne de passer les recettes à 23 % du PIB d'ici 2029¹⁶. Des doutes subsistent néanmoins à court terme sur les capacités du gouvernement à augmenter les recettes, sachant que l'accent va être mis sur l'accentuation des dépenses sociales. Le lancement d'un programme de repas gratuits pour les enfants, dont le coût¹⁷ pourrait mener au dépassement du déficit public au-delà de -3 % du PIB dès 2025 (cible gouvernementale de -2,6 % du PIB en 2025), nécessitant une révision des textes légaux régissant ce seuil.

La dette publique représentait près de 40 % du PIB en 2024. Post crise sanitaire et programme de rachats de titres de dette souveraine par la BI, la structure de la dette a évolué : la part en devises a diminué de 6 pts par rapport à 2019 pour atteindre 26 %¹⁸, la maturité s'est légèrement allongée, la part des non-résidents dans la détention de titres obligataires souverains a diminué de 10 pts (26 % fin 2024), rendant la dette publique moins sensible aux mouvements de flux de capitaux.

⁹ Qualité intermédiaire des infrastructures, faible taux de robotisation, de digitalisation, seulement 5 % d'entreprises exportatrices, etc.

¹⁰ Le stock atteint près de 20 % du PIB contre minimum 50 % du PIB dans les autres pays de l'ASEAN5.

¹¹ Hausse des inégalités (coefficient de Gini à 38 en 2022), taux de chômage de 4,8 % (probablement sous-estimé avec le secteur informel) et un taux de pauvreté de 9,4 % selon la Banque Mondiale.

¹² Installation à Java de la plus grande usine d'Asie du Sud Est de batteries électriques par Hyundai/LG. L'introduction d'allègements fiscaux pour favoriser l'implantation de marques automobiles étrangères et un programme de subventions pour l'achat de véhicules électriques (résultats très décevants à ce stade) ont été mis en place.

¹³ Stratégie d'entreprise visant à diversifier la chaîne d'approvisionnement, en relocalisant la production hors de Chine.

¹⁴ Près de 22 % des ressources mondiales et le tiers de la production.

¹⁵ En exhortant notamment les institutions gouvernementales à consacrer 40 % minimum de leurs achats à des biens et services fournis par des TPE / PME indonésiennes.

¹⁶ Via une digitalisation des procédures de récolte, ainsi qu'une hausse de la TVA et une réduction graduelle des exemptions d'impôts sur les revenus et les sociétés, etc

¹⁷ 4,3 Mds USD, soit 0,3 % du PIB en 2025 avant de passer potentiellement à 30 Mds USD, soit 14 % du Budget actuel.

¹⁸ Le risque de change reste néanmoins non négligeable au vu de la volatilité du change, cf. Partie 3.



3. POSITION EXTÉRIEURE

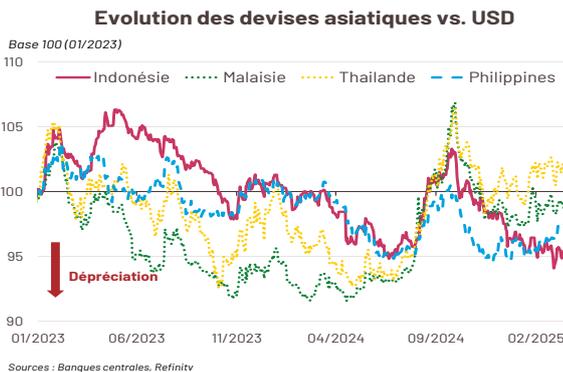
- **Retour à un léger déficit courant depuis 2023**

En 2024, le déficit courant s'est légèrement dégradé (estimation de BMI : -1,6 % du PIB) en lien avec une dynamique des importations plus soutenue que celle des exportations, ce qui a conduit à une réduction de l'excédent commercial. Dans un contexte de dégradation probable de la demande extérieure en 2025, notamment en provenance de Chine et des Etats-Unis (cf. Partie 1), le déficit courant n'enregistrerait pas d'amélioration.

A moyen terme, les échanges devraient augmenter avec la signature d'accords de libre-échange (*Regional Comprehensive Economic Partnership*, négociations en cours pour les accords Transpacifique et avec l'Union Européenne). Une intégration accrue dans les chaînes de valeur mondiales favoriserait une montée en gamme des exportations (cf. Partie 1) et serait synonyme d'augmentation des recettes, comme cela a été le cas pour le nickel ces dernières années.

- **Une devise sensible aux flux de capitaux**

Avec une part des investissements de portefeuille non négligeable pour couvrir les besoins de financement structurels, la roupie (IDR) est historiquement sensible aux mouvements de capitaux¹⁹. A l'instar des autres devises asiatiques, l'IDR enregistre des pressions baissières depuis 2023 (cf. graphique), qui se sont intensifiées récemment, dans un contexte d'incertitudes aux Etats-Unis (révision du calendrier monétaire de la Fed²⁰, trajectoire d'inflation, un USD fort).



Pour atténuer la dépréciation, la BI intervient régulièrement sur le marché des changes en puisant dans les réserves de change (6,6 mois d'importations, niveau confortable) et révisé également son calendrier de baisses des taux, pour ne pas accroître le différentiel de taux avec les Etats-Unis, ce qui mènerait inéluctablement à davantage de pressions sur l'IDR.

¹⁹ *Taper tantrum* en 2013, au T1 2020 avec la crise du Covid-19, en 2022 avec le resserrement global des conditions de financement.

²⁰ Moins de baisse des taux aux Etats-Unis va généralement de pair avec une redirection des flux de capitaux sur le sol américain. Toutefois un ralentissement de la croissance américaine, qui risque de

Pour offrir plus de marges pour piloter les réserves de change, l'obligation pour les entreprises exportatrices de placer 30 % de leurs recettes en devises sur des comptes de dépôts, rémunérés, est passée de 3 à au moins 12 mois en mars 2025.

4. ASPECTS POLITIQUES

Après plusieurs controverses²¹, Prabowo Subianto est officiellement devenu le nouveau Président élu en octobre 2024. Le parti du nouveau Président, Gerinda, a terminé en 3^e position aux législatives et celui l'ancien Président Jokowi (PDIP) en tête. Le PDIP exercera un rôle pivot pour former des coalitions au sein d'un Parlement fragmenté. Une continuité dans la conduite politique et économique du pays serait assurée avec une reprise de l'héritage de Jokowi : réformes pro climat des affaires, développement des infrastructures, neutralité sur la scène internationale, etc. Prabowo Subianto a fait des promesses de campagne, parfois jugées populistes (programme *Free Lunch* par exemple), et entend les appliquer quitte à rompre en partie avec la discipline budgétaire dont fait preuve le pays (cf. Partie 2).

Le niveau élevé de corruption²² reste un obstacle à une amélioration significative de la gouvernance et a contribué au ralentissement des chantiers de construction de la nouvelle capitale courant 2024.

Malgré une détente depuis 2022, les tensions restent vives avec les mouvements indépendantistes dans la province de Papouasie Occidentale.

L'Indonésie est devenu membre permanent des BRICS en 2025, dans le but de renforcer la coopération financière avec les autres pays membres. Le pays a aussi manifesté son intérêt de devenir membre de l'OCDE.

5. CLIMAT ET ENVIRONNEMENT

L'Indonésie se classe 98^e au classement du ND-Gain, mesurant la vulnérabilité au changement climatique (soit un risque physique élevé), avec d'importantes fragilités dans le domaine de l'eau. Si le pays a réduit ses gaz à effet de serre (GES) de -10 % entre 2010 et 2022, la baisse est relativement moins élevée que dans la région et l'Indonésie reste le 5^e plus grand émetteur GES au monde en lien avec la déforestation, l'exploitation intensive des sols et sa dépendance au charbon. Pour réduire ces émissions de près de -35 % d'ici 2030, 310 Mds USD seraient nécessaires selon les estimations

pâtir des mesures de l'administration Trump, pourrait exercer une pression à la baisse sur les taux souverains américains.

²¹ Accusation de violation des droits de l'Homme, suspicion d'irrégularité de la campagne notamment avec son colistier, fils de l'ancien Président Jokowi.

²² 115^e su 180 au classement de Transparency International en 2023.

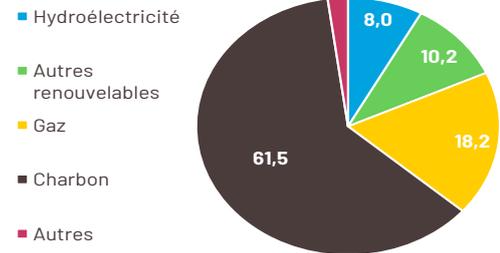


locales (20 Mds USD d'aide internationale à ce stade). Le programme d'investissement dans les infrastructures énergétiques (principalement l'énergie solaire) et de transport (ferroviaire surtout) permettrait de réduire les GES de 29 % d'ici 2030.

Le pays souhaite passer la part de la production d'électricité, basée sur des énergies renouvelables, à 35 % d'ici 2030. Toutefois, dans un contexte de besoins énergétiques croissants, liés à la forte pression démographique, le pays continuera de reposer sur l'exploitation du charbon (61 % de la production d'électricité). En 2023, le pays a mis en place un système d'échange de droits d'émission de CO2 et compte introduire vers 2025 une taxe carbone pour les centrales

à charbon. Selon le gouvernement, un tel dispositif permettrait de réduire les émissions de CO2 du pays de 6 % à horizon 2030²³.

Production d'électricité par sources en 2021



Source : Statistical Review of World Energy (BP)

DIRECTION DES ETUDES, DE L'EVALUATION ET DE LA PROSPECTIVE

Baptiste Thornary

Chef Economiste

baptiste.thornary@bpifrance.fr

Sabrina El Kasmi

Responsable Pôle Conjoncture Macroéconomie Risque Pays

sabrina.elkasmi@bpifrance.fr

Economie Internationale et Risques Pays

Anne-Sophie Fèvre

Afrique de l'Ouest, Afrique australe, CEI & Russie

as.fevre@bpifrance.fr

Adriana Meyer

Amérique Latine, Asie du Sud & Inde, Afrique de l'Est

adriana.meyer@bpifrance.fr

Victor Lequillier

MENA, Turquie, Chine, ASEAN5

victor.lequillier@bpifrance.fr

Global trends, Pays Développés, Conjoncture France

Laetitia Morin

France, pays développés, conjoncture PME

laetitia.morin@bpifrance.fr

Thomas Laboureau

France, pays développés, conjoncture ETI

thomas.laboureau@bpifrance.fr

Disclaimer / Avertissement

This document and the information within do not create any contractual or legal binding obligation and Bpifrance reserves the right at any time and without further notice to modify its content and its form. This document and the information within it are provided for convenience and information purpose only and is in no way nor an advice, nor a recommendation, nor an offer to provide an investment service or of completion of any other operation and shall in no way be interpreted as a representation according to which an investment strategy or the completion of any other operation fits to any individual or entity. Before any decision is taken, any individual or entity is invited to seek advice from its own legal, taxation and financial advisers in order to make sure that the operation foreseen fits with its personal situation and its own aims and to make its own opinion regarding its own risk and financial analysis. This document and the information within are provided "as is" and Bpifrance disclaims all legal and other warranties, express, implied or usage of trade, including without limitation as to the accuracy, utility, completeness, fitness, of this document and the information within, nor as to the use that is made of them or the results to be obtained from decision that could be made by the individuals and entity having knowledge of them even if Bpifrance has been informed or was aware of their aim. This document and the information within are not meant to be circulated or used by any individual or entity in a country or jurisdiction where such circulation or use would be contrary to legal or regulatory obligations, or which might force Bpifrance to comply with any procedure or registration in such country or jurisdiction. The English version of this article is provided for convenience only and the French version shall prevail.

Ce document et les informations qui y figurent n'ont aucune valeur contractuelle ou juridique et Bpifrance se réserve le droit d'en modifier le contenu et la forme à tout moment et sans préavis. Ce document et les informations qu'il contient ont un but strictement informatif et ne constituent ni un conseil, ni une recommandation, ni une offre de fourniture d'un service d'investissement ou de réalisation de toute autre opération et ne doivent, en aucun cas, être interprétés comme une affirmation selon laquelle une stratégie d'investissement ou toute autre opération est adaptée à toute personne ou entité. Préalablement à toute décision chaque personne ou entité est invitée à consulter notamment ses propres conseils juridiques, fiscaux ou financiers afin de s'assurer de l'adéquation de l'opération envisagée avec sa situation particulière et ses propres objectifs et de former sa propre opinion au regard de sa propre analyse de risque et financière. Bpifrance ne garantit en aucun cas que ce document et les informations y figurant sont notamment exacts, utiles, complets, ou adaptés et ne fournit aucune garantie légale ou sur tout autre fondement, y compris expresse, implicite ou d'usage, ni concernant l'utilisation qui en est faite ou les résultats des décisions qui pourraient être prises par les personnes ou entités en ayant eu connaissance y compris si Bpifrance a été informée de leur objectif. Ce document et les informations y figurant ne visent pas à être distribués ou utilisés par toute personne ou entité dans un pays ou une juridiction où cette distribution ou utilisation serait contraire aux dispositions légales ou réglementaires, ou qui imposerait à Bpifrance de se conformer à des démarches quelconques ou obligations d'enregistrement dans ces pays ou juridictions. La version anglaise de cette clause est fournie à titre indicatif et la version française prévaut.

²³ Des doutes subsistent sur son efficacité réelle, le système reposant sur les déclarations des entreprises et avec un cadre de contrôle / vérification des émissions encore flou à ce stade.